

Comment ne pas se réjouir de voir l'OUA mentionner la nécessité pour nous d'améliorer ensemble les structures de la coopération, notamment au niveau du soutien des programmes, de l'évaluation de l'assistance technique, de la coordination des aides extérieures?

Les pays africains recherchent un environnement économique favorisant la croissance, l'élimination du protectionnisme et la mise en place de politiques agricoles et commerciales favorables aux pays en développement. Le Canada fait siens ces objectifs. Nous continuerons à travailler au renforcement des politiques de croissance par le biais du F.M.I. et de la Banque mondiale. Nous nous sommes déjà engagés à traiter des problèmes commerciaux dans une nouvelle négociation au GATT. Nous sommes disposés à explorer, au sein de la CNUCED et au niveau des programmes de la Banque mondiale pour l'ajustement structurel, des solutions possibles aux problèmes que rencontrent les producteurs de matières premières.

L'allégement de la dette, l'appui aux réformes entreprises en Afrique, l'appui financier aux programmes identifiés comme prioritaires, l'élaboration de mécanismes de suivi tant au niveau national qu'international sont autant d'éléments majeurs qui viennent expliciter les propositions faites par l'OUA: le Canada voit, là aussi, des éléments importants de solution.

Mais comprendre la nature des problèmes, ce n'est pas encore les régler. Il faut passer à l'action et cela, de façon concertée. Il faut prendre des mesures concrètes.

Je vous ai parlé plus tôt de la vive inquiétude des Canadiens et des Canadiennes à l'égard de la situation en Afrique. Mon gouvernement s'est donc senti totalement appuyé par notre population en annonçant le 6 mai dernier le lancement d'une initiative que nous avons appelée Afrique 2000.

Il s'agit de l'engagement à long terme que le Canada estime nécessaire de prendre à l'égard du développement du continent africain.